

PARTIE 1: DONNÉES DE BASE

Titre de l'expérience : Dialogues pour le bien-être et la paix. Planification et transformation d'Iztapalapa	
Nom de la ville/région : Iztapalapa, Ville de Mexico	
Pays : Mexique	
Institution candidate : <i>Alcaldía de Iztapalapa</i> (Mairie d'Iztapalapa)	
Date de début de l'expérience : décembre 2018	
Date de fin : en cours	
Type de candidature	Nouvelle expérience
Type d'expérience	Planification urbaine
	Espace / atelier pour le diagnostic, le suivi, etc.
	Autres : réseau de liaison communautaire des bénévoles. Planification des agendas de développement local au niveau du quartier
Objectif de l'expérience innovante	Atteindre des niveaux plus élevés d'égalité dans la participation et intégrer la diversité comme critère d'inclusion
	Renforcement communautaire
	Renforcement de la citoyenneté non organisée
	Étendre les droits de la citoyenneté liés à la participation politique
	Relier différents outils de participation au sein d'un « écosystème » de démocratie participative
	Améliorer la qualité de la prise de décisions publiques grâce à des mécanismes de démocratie participative
	Améliorer l'efficacité et la performance des mécanismes de démocratie participative
Cadre territorial	Ensemble du territoire
Domaine thématique	Gouvernance
	Gestion urbaine
	Santé
	Sécurité
	Culture
	Décentralisation



	Développement local
	Formation/préparation
	Inclusion sociale
	Autres : protection civile, femmes, jeunesse, enfants

PARTIE 2 : DESCRIPTION DE L'EXPÉRIENCE

Objectifs

Objectif principal de l'expérience innovante :

Relier différents outils de participation au sein d'un « écosystème » de démocratie participative

Comment cet objectif a-t-il été atteint ?

En créant une nouvelle relation entre le gouvernement et la citoyenneté et entre le citoyen et la communauté, basée sur l'interrelation de divers mécanismes de participation tels que : la création de liens communautaires volontaires dans divers domaines d'action (paix et bien-être, santé, protection civile, femmes, jeunes, enfants, personnes âgées) ; la récupération, la récréation et le renforcement des assemblées communautaires par quartier ; la mise en œuvre de processus de dialogue et de planification communautaire participative pour le développement, la cogestion et l'autogestion des programmes de développement local. Tout cela soutenu par un large réseau de fonctionnaires, dès le premier niveau de responsabilité, qui accompagnent les actions dans chaque quartier, conformé par 130 fonctionnaires structurels de tous les secteurs de la ville, sélectionnés pour cette tâche, comme principaux responsables de chaque territoire, soutenus par les 13 Directions Territoriales et leur structure de participation citoyenne territoriale composée de 280 fonctionnaires responsables des *colonias*, quartiers, villes ou unités de logement, et 1 000 promoteurs communautaires responsables de sections territoriales plus petites.

Tous les secteurs de la mairie sont impliqués dans cette expérience et travaillent en étroite collaboration sous la direction spécifique et permanente de la Mairie. Le processus de coordination générale, d'éducation, de formation, de conseil technique pour les dialogues et la planification stratégique participative, ainsi que le suivi général, est mené par la Direction générale de la planification et de la participation citoyenne à travers ses domaines de participation citoyenne, de construction de la citoyenneté et de planification participative.

La pandémie de Covid-19, comme dans toutes les villes, a eu un impact sur ce processus, qui est basé sur des dialogues en face à face, mais a en même temps révélé et renforcé l'utilisation de divers réseaux sociaux, en particulier Whatsapp et Facebook, qui étaient déjà utilisés dans le processus pré-pandémique au niveau de chaque quartier pour se réunir, socialiser et partager diverses informations entre les voisins et le bureau du maire. En plus, la nécessité de l'utilisation de diverses plateformes (zoom, jitsi) pour le développement de réunions et de rencontres virtuelles de coordination et de formation a été mise en évidence.

Cela a représenté un défi pour les responsables et les équipes qui accompagnent les processus participatifs, ce qui nous oblige à créer de nouvelles formes de communication et de participation active adaptées à la réalité technologique et éducative, et par conséquent à la situation économique et financière, tant des habitants des quartiers que de la mairie elle-même.



Dans quelle mesure cet objectif a-t-il été atteint ?

Un réseau de 130 fonctionnaires a été créé dès le premier niveau - soutenu par les 13 directions territoriales et 1 280 fonctionnaires et promoteurs communautaires - pour accompagner le même nombre de colonies, quartiers, villes et unités de logement, qui ont un indice de développement social plus faible et un taux de criminalité plus élevé, et qui ont convoqué des assemblées communautaires dans environ 6 500 blocs (70 % du territoire), rue par rue dans chacun de ces 130 territoires, où environ 17 000 liaisons communautaires bénévoles se sont jointes. 130 processus de planification communautaire et de gestion participative ont été initiés dans des quartiers, colonies, villes et unités d'habitation, chacun avec son propre contexte et ses conditions particulières, qui ont déjà développé leurs diagnostics participatifs.

Le processus de planification et de formulation des agendas de développement local par les habitants de 53 unités territoriales progresse de manière substantielle et passe par différentes étapes. Dans les autres unités, il y a un processus de dialogue, un diagnostic général, et des progrès sont réalisés dans cette direction. À titre d'exemple, on peut apprécier [dans ce lien](#) un des processus développés, correspondant à la colonie de San Miguel Teotongo.

Dans tous les territoires, en parallèle, des processus d'attention et de gestion des problèmes et des besoins de divers types sont menés, ainsi que des assemblées permanentes de dialogue avec les responsables de la sécurité et de la justice, tant du gouvernement de la ville

et de la mairie, y compris là où la garde nationale est présente, qu'avec les divers secteurs du gouvernement de la ville et de la mairie, dont beaucoup découlent de tables de travail ou de tables techniques de résolution, par une poursuite ponctuelle.



Dimensions de l'expérience

Quel est l'élément le plus innovant de l'expérience ?

Mettre au centre la (re)construction collective de la communauté et de son territoire de vie, quartier par quartier, par une intervention territoriale globale, une planification participative inclusive et une gestion interinstitutionnelle intégrée, dans une perspective de droits, de genre et d'intergénération, de diversité et de durabilité, dans un contexte global qui va dans la direction opposée.

Curieusement, ce qui est innovant ici, c'est de récupérer, renforcer et recréer des mécanismes aussi simples, de bon sens et anciens dans l'exercice de la démocratie que le dialogue et l'action collective directe, ouverte, horizontale, inclusive, transparente, multi-acteurs, en face





à face, au sein de la population elle-même et avec leurs gouvernements, ainsi que des formes collectives de coexistence, de gouvernement et de prise de décision de nos peuples autochtones telles que les assemblées communautaires, la construction collective d'analyses, de solutions et d'accords consensuels, directement sur les territoires de vie des principaux protagonistes de la démocratie : les peuples, les habitants, quels que soient leur âge et leur condition sociale, et leurs gouvernements. Des mécanismes ancestraux, dirions-nous, qui génèrent des relations dialogiques, confiantes, constructives et créatives, par la pratique systématique de celles-ci.

Ce qui est également innovant, c'est sa mise en œuvre dans des contextes très complexes et difficiles de pauvreté et de violence, en partant précisément du problème de l'insécurité - comme ce fut le cas dans la première étape de cette expérience, qui a débuté dans les 22 colonies ayant les taux de criminalité les plus élevés - où il y a une forte rupture dans la coexistence familiale et sociale, ainsi que dans la relation démocratique entre les citoyens/communautés/gouvernements, mais en élargissant la perspective vers le bien-être et la paix. Avec des personnes et des communautés où un imaginaire et une pratique sociale antidémocratique ont été installés, de la vie quotidienne violente et conflictuelle, des peurs, de l'insensibilité et de l'inhumanité. Cherchant à renforcer la l'importance social et populaire dans les décisions publiques, dans la solution des problèmes sociaux et dans la gestion intégrale de leurs territoires, dans un contexte antérieur de gouvernements corrompus, d'entreprises et de clients, de méfiance et de mauvais traitements des citoyens.

Il s'agit d'une pratique de planification et de gestion participative dans chaque quartier qui, bien qu'elle reprenne diverses expériences sociales spécifiques, n'a pas été développée et ne se déroule nulle part dans la ville en tant que politique publique à visée territoriale - articulant les politiques publiques sur le territoire et non comme la somme de politiques territorialisées mais dispersées. Il exprime la volonté du gouvernement de construire des processus d'organisation communautaire et des décisions publiques à partir de la base, en travaillant directement et quotidiennement avec les populations de leurs quartiers. Cette pratique s'accompagne de processus intensifs de formation et de renforcement des capacités des fonctionnaires et des équipes de soutien, ainsi que des liaisons communautaires volontaires dans leurs domaines d'action.

Un autre élément novateur qui, bien que très connu, n'a pas été largement pratiqué, est la gestion interinstitutionnelle à plusieurs niveaux, qui tente d'articuler et de croiser des perspectives, des thèmes, des domaines, en combinant des visions, des méthodologies, des techniques et des outils qui offrent différentes perspectives et approches opérationnelles. Ce qui est difficile en soi à la mairie, mais avec des acteurs d'autres niveaux de gouvernement ou de domaines très différents, et donc beaucoup plus compliqué.

Dans quelle mesure la procédure est-elle transférable ?

Dans ses éléments conceptuels, techniques, méthodologiques, de formation et instrumentaux, nous considérons que l'expérience est pleinement transférable avec une bonne probabilité de reproductibilité et de succès. Tout cela, à condition qu'il y ait la volonté politique d'un gouvernement qui décide d'approfondir la démocratie et la participation, qui ait la conviction de renforcer la centralité populaire, la vision d'exercer une action territoriale,

multi-acteurs, inter-institutionnelle et intégrée comme une de ses stratégies centrales, la définition de placer à la tête de ces actions de quartier des fonctionnaires du plus haut niveau qui interagissent avec les communautés et les territoires, d'amener le gouvernement dans les quartiers. Une volonté politique qui nécessite également de construire une base commune entre les gouverneurs et les fonctionnaires et avec les citoyens autour d'objectifs clairs et d'accords consensuels pour entreprendre des processus systématiques et permanents à la recherche du bien-être et de la paix.

Nombre des éléments mentionnés peuvent désormais être partagés directement, par le biais de documents écrits et audiovisuels, dont certains sont disponibles dans les annexes.. Une systématisation de l'expérience est en cours afin de pouvoir diffuser plus largement tous les éléments par des moyens plus ouverts et plus massifs.



Pourquoi considérez-vous que l'expérience est faisable ?

Les principaux éléments du contexte pris en compte sont les suivants :

- Le cadre de la Constitution politique de la ville de Mexico autour du fait d'être une ville de droits, mettant en évidence le droit à la ville.
- L'arrivée de nouveaux gouvernements dans les trois niveaux (fédéral, ville métropolitaine et mairie), qui partagent le même projet, se sont engagés à exercer pleinement leurs droits et à changer la situation dans laquelle vit la population, en privilégiant les plus pauvres.
- La réalité d'Iztapalapa en termes d'exercice des droits et la situation d'inégalité socio-territoriale, qui amène la population à voter pour un changement face à des situations de vie extrêmes et qui répond à l'appel du gouvernement qui lui ouvre à nouveau la porte, lui donne confiance et espoir.
- Il existe une volonté politique et un engagement programmatique en faveur de processus de gouvernement participatifs et dialogiques ouverts à la population, fondés sur le renforcement de la décentralisation, de l'action territoriale et de la centralité populaire.

- La population observe les changements dans l'exercice du gouvernement et dans les résultats de ses actions. Un gouvernement en dialogue et en action.
- Un dialogue direct et inclusif entre le gouvernement et les communautés de leur quartier, sans médiation, qui ouvre un espace pour que tous les secteurs puissent exprimer leurs intérêts, problèmes et propositions et être intégrés dans les plans gouvernementaux.
- Il s'appuie sur des approches et des méthodologies éprouvées dans diverses situations

La pandémie a été un facteur de plus grand rapprochement avec les citoyens et renforce la nécessité d'un travail uni, coordonné et planifié entre le gouvernement et les communautés, en donnant un plus grand rôle et une plus grande responsabilité aux liaisons et aux assemblées communautaires.

Comment l'expérience a-t-elle été articulée avec d'autres acteurs et processus ?

Suivant l'approche fédérale, des Cabinets de Sécurité quotidiens ont été mis en place dans pratiquement tous les gouvernements. En lien avec ce processus, et au vu des faits alarmants de la fin 2018, l'initiative d'intégrer la population dans le diagnostic et l'analyse des problèmes d'insécurité dans les 22 quartiers ayant le taux de criminalité le plus élevé est née, d'où les Dialogues pour le bien-être et la paix du 24 décembre 2018. À ce jour, ce processus est toujours en place et a conduit à la création de Cabinets de sécurité au niveau de la zone et non plus seulement au niveau général de la Mairie. Ces Cabinets comprennent un représentant du gouvernement fédéral et de la ville, des secteurs de la police et de la justice du gouvernement de la ville basée à Iztapalapa, et de tous les secteurs de la mairie, en particulier les directions territoriales.



Les processus de dialogue et de planification et gestion participative sont totalement ouverts aux citoyens et impliquent tous les liens communautaires et la communauté dans son ensemble, où des mouvements et des groupes organisés de nature sociale, culturelle et économique participent et sont intéressés à participer, dont beaucoup ont une vie active dans leur communauté et ont généré des processus de gestion et travaillent avec le bureau du maire sur diverses questions.

Cette expérience s'articule également avec les assemblées itinérantes du maire et du chef du gouvernement de la ville, puisque les collectifs de planification élus par leurs assemblées communautaires présentent les diagnostics et les propositions émanant d'un dialogue en face à face avec eux, parvenant à établir des accords et des solutions.

Pratiquement tous les quartiers ont des groupes Whatsapp et Facebook, qui facilitent l'articulation entre le gouvernement et les citoyens pour le développement de divers programmes et actions du gouvernement local et fédéral. Les liens sont de véritables moniteurs de ce qui se passe sur leur territoire et informent immédiatement de tout ce qui s'y passe, ce qui facilite une réponse plus rapide des gouvernements.

Pour les processus d'éducation et de formation requis, la collaboration de diverses ONG, universités et spécialistes a été recherchée.



Quel a été le niveau de coresponsabilité ?

La coresponsabilité des processus a été largement partagée entre les différents services de la mairie et les communautés ([voir le fichier Action articulée et gestion intégrée](#)). La responsabilité principale des processus de dialogue et de planification participative dans les



quartiers incombe, côté communauté, au collectif de planification élu et au réseau de liaisons bénévoles, qui émanent pratiquement d'une citoyenneté non organisée, de la main du fonctionnaire de premier niveau responsable de ce territoire, soutenu opérationnellement par l'équipe de serveurs et de promoteurs communautaires. La gestion et l'attention directe des propositions qui surgissent dans ce processus ou des besoins urgents ou émergents incombe à la communauté dans les réseaux de liens ou dans les commissions élues et du côté de la Mairie, en premier lieu dans les Directions Territoriales, ou dans leur cas dans les Tables de Travail uni ou multi-zones selon le cas.

Dans certains cas, des spécialistes, des universités, des entreprises ou des ONG qui interagissent avec les communautés et les zones gouvernementales sont invités à participer à l'analyse, à la conception et au développement de propositions techniques, en cherchant à utiliser des méthodologies participatives.

Quels mécanismes d'évaluation et de responsabilisation ont été utilisés ?

Un élément fondamental de la méthodologie de travail, session par session, assemblée par assemblée, du processus de dialogue et de planification participative, est le suivi ponctuel du *feedback*, de l'intégration et de l'accumulation de ce qui a été travaillé et de l'accomplissement des accords concernant les avancées de l'Agenda de Développement Local et les problèmes émergents. La citoyenneté est informée par divers moyens (affiches, dépliants, périphérie, réseaux sociaux) des appels à ateliers, assemblées et réunions de travail de toutes sortes. Quelques brochures populaires des agendas préliminaires de développement local ont été élaborées pour être diffusées dans les quartiers (voir ci-joint).

Nous n'avons encore procédé à aucune évaluation du processus ou des effets, des résultats ou des impacts. Cependant, les équipes de l'unité de planification participative ont mené des processus systématiques, bien que naissants, d'évaluation de la conception des processus, des procédures, des instruments et des résultats partiels pour améliorer les outils et les processus de travail. Il s'agit de jeunes équipes pluridisciplinaires (psychologues sociaux, planificateurs territoriaux, gestionnaires culturels, travailleurs sociaux, politologues, sociologues, historiens) sous la direction de leur coordinateur de niveau doctoral qui a une grande expérience des processus d'évaluation des politiques publiques.

Nous n'avons pas encore fixé de date pour une évaluation participative et sa diffusion plus large.

Annexes :

[Vidéo](#)

[Experiencia de participación ciudadana en niñas y niños de Iztapalapa](#)

[Planeando y transformando Iztapalapa](#)

[Diálogos por el bienestar y la paz en Iztapalapa - Segunda etapa](#)

[Acción articulada y gestión integrada](#)